

# À propos de la guerre en Ukraine

Category: Arguments et analyses, International  
écrit par jmfouquer | 12 mars 2023

## Questions d'actualité à propos de la guerre en Ukraine

*Au bout d'une année de confrontation l'impression dominante est qu'on s'installe dans une guerre appelée à durer, voire à se figer. À l'inverse on peut souligner la rapidité des bouleversements qui, les 12 mois passés, ont rythmé la dynamique de la guerre.*

La difficulté à prévoir les développements de celle-ci se manifeste par des appréciations contraires (parfois dans le même texte de positionnement).

L'une maintient qu'il n'y a pas d'issue militaire possible, donc que le risque est celui d'une guerre sans fin, avec des risques d'escalade incontrôlable (dont le recours au nucléaire). Appréciation qui conduit à prôner une alternative à la continuation de la guerre, donc la recherche de négociations et d'un compromis permettant de mettre un terme aux hostilités.

L'autre est de considérer que l'engagement occidental peut conduire à ce que l'agressé ukrainien devienne un potentiel agresseur à l'égard de la Russie. Ainsi Macron se positionne à présent comme partageant l'objectif d'une nécessaire défaite de la Russie et, toujours champion du en même temps, explique qu'il ne faut pas pour autant « écraser la Russie ».

Parmi les hypothèses disponibles il convient de prendre en compte celle un prochain tournant décisif du conflit. Du côté russe, on jette dans la bataille des forces humaines considérables, mais sans doute sans que cela suffise pour

restaurer une capacité offensive permettant d'envisager une victoire militaire. Côté ukrainien, la résistance de l'armée et de la société la soutenant donne crédit à l'idée que se prépare une grande contre-offensive ukrainienne, dont l'objectif pourrait être une victoire militaire contre l'armée russe. Il semble assuré que les États-Unis et leurs alliés occidentaux sont déterminés à s'impliquer suffisamment pour fournir à l'armée ukrainienne les moyens matériels lui permettant d'atteindre cet objectif (engagement dont le symbole est la visite de Biden à Kiev).

De ce fait une question se fait jour, qui est de s'interroger sur ce que pourrait être la réaction du Kremlin à une telle défaite. Et au-delà, des interrogations quant aux réorganisations qui résulteraient pour la Russie et l'ensemble du monde de tels événements.

### **1- C'est sans doute en anticipation d'un tel tournant que des nouveaux débats et lignes de fracture se dessinent.**

Jusqu'alors le débat était en grande partie binaire, autour de l'approbation ou de la dénonciation du soutien politique et militaire à l'Ukraine. Le refus du soutien à la résistance ukrainienne s'affirmant soit comme relais plus ou moins ouvert de la propagande poutinienne, au nom d'un prétendu « anti-impérialisme », soit plus prudemment comme une opposition à « toutes les guerres », au nom d'un pacifisme d'une abstraite généralité.

À présent s'affirment de nouvelles orientations à partir d'un positionnement qui reconnaît clairement que l'Ukraine est agressée et donc la légitimité de sa résistance, et que c'est dans le respect du droit international qu'il faudrait trouver la solution pour enrayer l'escalade militaire.

Le problème est de savoir si une telle alternative est effectivement disponible dès lors qu'on en aurait la volonté et quels moyens elle nécessiterait. C'est à partir de cette question que s'affirme une autre ligne ouvrant à un débat

intéressant (et à d'éventuelles divisions inédites). On peut en particulier évoquer certaines interventions de Gilbert Achcar, les arguments de Bertrand Badie lors du meeting parisien du 23, et leur écho dans la tribune au JDD de Clémentine Autain, et par ailleurs la tribune de Jürgen Habermas publiée en français dans *Le Monde*.

## **2- À juste titre Bertrand Badie invite à prendre en considération deux données importantes :**

- La nécessaire vigilance quant à la tentation du manichéisme, d'autant plus implacable dans un contexte de guerre, qui favorise un glissement de l'opposition ami/ennemi à une vision du monde opposant un « *camp du bien* » à un « *camp du mal* ». On voit celle-ci systématisée par la rhétorique poutinienne, mais aussi trouver son effet miroir dans certains discours occidentaux, à commencer par celui de Biden. On ne saurait non plus sous-estimer que par ailleurs une telle vision ne saurait être sans échos pour les Ukrainiens et les peuples ayant connu l'expérience de l'appartenance à l'URSS, c'est-à-dire l'oppression séculaire par l'impérialisme russe, tsariste d'abord, stalinien ensuite et poutinien à présent.
- Le constat que dans notre monde globalisé les États-nations voient leur puissance bornée, alors que s'impose comme jamais celle des mouvements des sociétés. Cette donnée est importante pour comprendre la capacité de résistance du peuple ukrainien. Et aussi analyser cette « *confrontation mondialisée* » : non pas une « *guerre inter-impérialiste* », au regard de laquelle l'affrontement initial localisé n'est que le prétexte d'une guerre entre grandes puissances. Mais une situation créée par l'agression impérialiste contre un peuple dont la souveraineté se voit niée, à partir de laquelle se développe une onde de choc continentale aux conséquences planétaires.

En revanche une série d'éléments de ses analyses appellent une lecture critique. Ainsi de l'idée que dans la période historique présente les interventions guerrières impérialistes ne vont pas à leur terme, et qu'on peut considérer que la règle est que le faible l'emporte sur le fort. Bien des exemples ne témoignent-ils pas dramatiquement du contraire ? Or, lorsque ces appréciations se concrétisent en propositions politiques, celles-ci peuvent s'avérer problématiques, comme on le voit avec la tribune de Clémentine Autain. Dans celle-ci la claire démarcation par rapport aux positions de JL Mélenchon et de LFI s'accompagne de l'appréciation de l'impossibilité d'une issue militaire au conflit, laquelle vient en justification de l'impératif de rechercher négociations et compromis. Ce à quoi on peut précisément opposer qu'on va peut-être vers une défaite d'une des armées qui s'affrontent, et que l'important est de savoir pour laquelle on souhaite cette défaite.

### **Il convient de revenir sur l'analyse d'ensemble.**

La combinaison entre le coeur du conflit (l'agression du Kremlin contre la nation ukrainienne) et sa dimension globale (impliquant à des degrés divers la quasi totalité des États) est complexe. Il ne faut pas céder au manichéisme, mais aussi se garder de construire cette autre simplification qui peut amener à opposer au groupe des pays engagés dans la guerre (Russie, Ukraine, et les soutiens de celle-ci) un « *tiers parti* » censé regrouper les pays caractérisés comme non engagés, non alignés... Cela avec l'espoir que ce groupe pourrait devenir le « *camp de la paix* ». D'où la proposition d'une stratégie visant à faire que ce groupe bascule et fasse pression pour imposer des négociations de paix.

Le problème est que les parties constituantes de ce groupe ne sont pas des peuples, ni à fortiori des mouvements sociaux, mais bien des États. Et des États engagés à des degrés différents et avec des intérêts spécifiques dans la confrontation. La Chine est une alliée de la Russie, tout en

maintenant une prudente distance critique. Nombre d'États latino-américains, africains, moyen-orientaux récusent l'alignement sur l'un ou l'autre protagoniste en fonction de multiples facteurs : les effets d'une guerre dont ils sont des victimes collatérales, les liens économiques avec les principales puissances économiques, l'hostilité aux États occidentaux responsables des dominations colonialistes et impérialistes... En fait le positionnement de chaque État sur l'Ukraine doit être analysé en fonction de la diversité de ces intérêts spécifiques (cf. l'Inde, la Turquie, Iran, Israël etc.)

Quant aux 12 points du plan de la Chine pour « *un règlement politique de la crise ukrainienne* », bien naïf qui y verrait une offre équilibrée permettant d'avancer sur la voie de la paix. Il s'agit d'une opération diplomatique mêlant habileté et cynisme, sur le fond en parfaite conformité avec les intérêts de l'État chinois. Ainsi, par exemple, à côté du refus de l'utilisation des armes nucléaires, l'opposition à « *toute sanction unilatérale, c'est-à-dire non autorisée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies* » (où le régime chinois exerce son droit de veto), ou le souci d'assurer la « *stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement* »).

### **3- Le « *plaidoyer pour des négociations de paix* » de Jürgen Habermas (in *Le Monde* du 23/02/2023).**

Jürgen Habermas met sa grande notoriété intellectuelle au service d'une cause : donner une voix aux « *hésitations et réflexions d'une moitié de la population allemande* » qu'étouffe le « *chorus belliciste* ». Son texte donne écho à des sentiments qu'on ne peut que partager : l'émotion face à l'horreur de la guerre et la peur qu'inspire la « *dynamique propre* » d'une confrontation militaire qui peut dérapier vers une guerre mondiale.

La réponse de Habermas est de tenter une conciliation entre la légitimité de la résistance ukrainienne, l'attachement au

droit international appelant une « *paix juste et durable* », d'une part, et, d'autre part, la volonté d'écartier le risque d'une escalade militaire multipliant les victimes et conduisant à une déflagration générale, du fait de la recherche d'une « *victoire à tout prix* ». Et ce en s'appuyant sur une « *nuance rhétorique* », sophistiquée sinon sophistique, entre « *ne pas perdre* » la guerre et « *gagner* » la guerre. En fonction de laquelle, s'il est légitime d'aider l'Ukraine à ne pas perdre, il devient répréhensible d'aller au-delà en accompagnant sa volonté de gagner contre la Russie.

C'est au nom de cet étroit « *entre deux* » que Habermas préconise d'anticiper de nécessaires négociations permettant de parvenir à un « *compromis supportable* ». Cela conduit Habermas à ne pas se laisser bloquer par l'objection que du côté de Poutine n'existe aucun signe d'une disponibilité à négocier, en suggérant que c'est peut être aussi la conséquence (« *une réponse, bien que mal avisée* » ) aux erreurs de l'alliance occidentale (un refus d'emblée de négocier) lesquelles sont susceptibles d'être corrigées. Et aussi à considérer que l'objectif ukrainien est une victoire allant au-delà de la libération des territoires occupés par l'armée russe, voire de la part des occidentaux celui de renverser le régime de Poutine. D'où l'importance du facteur temporel, c'est *maintenant* qu'il faut anticiper les termes de la négociation à laquelle il faudra parvenir, en refusant l'attentisme et un alignement sur ce que seront les décisions ukrainiennes (donc, des « *négociations à caractère préventif* »).

Ici à nouveau on voit comment de bonnes intentions élaborées de manière spéculative peuvent s'avérer dangereuses projetées dans le champ politique.

Habermas ne conteste pas la légitimité des intérêts ukrainiens, mais en vient à poser que l'Ouest (l'Europe, l'Occident) a des intérêts qui dépassent les seuls intérêts ukrainiens (1).

Au nom de quoi Habermas (comme beaucoup d'autres sans doute) s'autorise à fixer les termes du compromis qui mettra un terme à la guerre : « *Une solution de compromis qui ne permette pas à la partie russe d'obtenir un gain territorial par rapport à la situation du début du conflit, mais lui permette de sauver la face* ». C'est-à-dire un retrait des forces russes jusqu'à la ligne existante avant février 2022 (en fait déjà une ligne de guerre depuis 2014), donc d'occupation de la Crimée et d'une partie du Donbass (2). On voit qu'un tel « *compromis* » devrait être imposé à la « *partie ukrainienne* » qui ne saurait le juger comme condition d'une « *paix juste et durable* » ! Celle-ci ne suppose-t-elle pas à un « *compromis* » différent : un retour aux frontières de 2014 (c'est-à-dire celles de 1991) reconnues internationalement, qui restaurerait les droits ukrainiens sans porter tort aux intérêts de la Russie comme nation ? Certes, y parvenir, n'en déplaît à Habermas, nécessite une victoire ukrainienne, versus une défaite militaire de l'armée russe...

Dès lors qu'on se revendique du respect du droit international, plutôt que d'imaginer un compromis coupé du réel, il convient de se référer au « *plan de paix en dix points* » présenté par Zelensky.

## **Conclusion**

Le débat à partir de ces questions nouvelles peut susciter indifférence, voire un certain dédain. Au nom de quelle autorité, et plus encore grâce à quels moyens, prétendre donner une efficacité quelconque aux propositions avancées par les uns et les autres pour en finir avec la guerre ?

Nous estimons au contraire qu'il faut, sans se leurrer de mots, s'impliquer dans cette discussion. D'où la contribution présente, qui s'inscrit dans l'étape présente de débats qui sont appelés à se poursuivre et à évoluer. Débats importants d'abord parce que cette guerre et les bouleversements qu'elle porte nécessitent analyses et discussions. Et aussi parce

qu'il faut veiller à un risque possible. Celui de divisions nouvelles susceptibles d'affaiblir, voire de compromettre, la solidarité avec la résistance ukrainienne.

Les appréciations quant à l'avenir, à propos des modalités que chacun imagine pour une sortie du conflit, peuvent être diverses et doivent se discuter. Cela sans occulter ou même relativiser le clivage principal qui partage l'opinion, et traverse la gauche. Clivage entre deux orientations antagoniques. L'une de soutien à la résistance ukrainienne, incluant la fourniture de l'armement dont a besoin l'Ukraine. Une autre qui s'y oppose, au nom d'arguments se réclamant d'un prétendu anti-impérialisme, ou d'un pacifisme plus ou moins sincère. Opposition qui renvoie à une alternative qui ne tolère pas d'accommodements, soit solidarité avec le peuple ukrainien agressé et résistant, soit acceptation de l'agression impérialiste dont il est victime.

10 mars 2023

***Contribution de l'Équipe d'animation de la Commission internationale d'ENSEMBLE!***

(1) – « *L'Ouest a des intérêts légitimes propres et des obligations propres. Les gouvernements occidentaux opèrent dans un périmètre géopolitique d'une certaine ampleur et se doivent de prendre en compte d'autres intérêts que les seuls intérêts de l'Ukraine dans cette guerre ; ils ont des obligations de droit quant à la sécurité de leurs propres citoyens et portent, indépendamment des positions de la population ukrainienne, une part de responsabilité morale vis-à-vis des victimes et des destructions causées par des armes venues de l'Ouest ; ils ne peuvent donc pas non plus rejeter sur le gouvernement ukrainien la responsabilité des conséquences brutales d'une prolongation du conflit rendue possible uniquement par leur soutien militaire* ».

(2) – Gilbert Achcar, dans un texte récent, défend une

position assez proche qu'il précise plus en détail. Il s'agit pour les territoires occupés par la Russie à partir de 2014 de rappeler que sans l'agression de 2022 l'Ukraine ne songerait pas à les reconquérir (ce qui revient à confondre légitimité d'une revendication et possibilité concrète de l'imposer !), et qu'il faut laisser aux populations concernées le pouvoir de décider de leur statut (par le retrait des troupes russes et des référendums d'auto-détermination sous contrôle de l'ONU).

---

Pour compléter, vous trouverez sur notre site :

- **Brochure Ukraine**
- **Solidarité avec l'Ukraine (25-02-2023)**
- **Soutien à l'Ukraine résistante Vol. 16**
- **Une paix juste et durable en Ukraine !**
- **Ukraine : soutien à la résistance armée et non armée !**